ÉTUDE DE CAS 1 :

SALAIRES DE MISÈRE DANS LE PAYS LE PLUS RICHE DU MONDE

DWAYNE TRAVAILLE dans la restauration rapide à Chicago, aux États-Unis. Avec son salaire, il fait vivre ses 2 filles, ses frères et sœurs, sa mère et sa grand-mère. «Dans ma famille, je suis le seul à avoir des revenus, et avec un salaire de **8,25 $** de l'heure (environ 7 euros), nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts. Quand on voit à quel point nous travaillons dur dans la restauration rapide, nous devrions nous en sortir mieux que ça».

LES BAS SALAIRES et les emplois précaires ne sont pas l'apanage des seuls pays en développement.
Les employés exerçant trois des six professions les plus courantes aux États-Unis – caissier/caissière, commis et serveur/serveuse - ne perçoivent que le salaire minimum. L'âge moyen de ces travailleurs est de 35 ans, et bon nombre d'entre eux doivent subvenir aux besoins de leur famille. **43 %** d'entre eux ont suivi un cursus universitaire et ils sont nombreux à avoir un master en poche.

AUX ÉTATS-UNIS, AVEC LE SALAIRE MINIMUM, LE POUVOIR D'ACHAT EST DE PLUS EN PLUS BAS, ET LE NOMBRE D'ADHÉSIONS À UN SYNDICAT DIMINUE. EN MÊME TEMPS, LES INÉGALITÉS AUGMENTENT AUX ÉTATS-UNIS. LES REVENUS DE 90 % DES EMPLOYÉS LES MOINS BIEN RÉMUNÉRÉS ONT À PEINE AUGMENTÉ, TANDIS QUE CEUX DES 1% LES MIEUX RÉMUNÉRÉS ONT AUGMENTÉ RAPIDEMENT.

ET EN BELGIQUE ?

MARIE, 25 ANS, EST UNE MÈRE CÉLIBATAIRE. Elle a du mal à trouver un travail qu'elle puisse exercer tout en s'occupant de son enfant. Elle travaille comme vendeuse dans un magasin de prêt-à-porter, avec un contrat temporaire. À temps partiel, parce que si elle devait rester jusqu'à la fermeture, elle n'arriverait jamais à temps à la crèche pour aller chercher sa fille.
Marie perçoit un revenu net de **1288,11 EUROS*** par mois avec son emploi à temps partiel. Elle dépense déjà **800 EUROS** pour la location de son appartement, l'eau, le gaz, l'électricité et l'abonnement du téléphone portable. Il lui reste bien trop peu pour acheter de la nourriture et des vêtements pour elles deux. Heureusement, Marie perçoit une indemnité pour sa fille et une allocation pour les familles monoparentales : elle dispose ainsi de **141,74 EUROS** en plus par mois. Grâce à cet argent supplémentaire, elle parvient tout juste à garder la tête hors de l'eau. Partir en vacances, ou aller chez le coiffeur ? Marie peut difficilement se permettre de tels extras. Grâce à ce système de protection sociale, l'accroissement des inégalités est moins rapide en Belgique que dans d'autres pays. Cependant, notre gouvernement actuel exerce une pression sur cette protection sociale. Il voudrait faire des économies sur la sécurité sociale.
À la crèche, la fille de Marie attrape les maladies infantiles les unes après les autres, et Marie est parfois aussi contaminée. Quand c'est le cas elle ne peut pas aller travailler. Sa patronne a déjà laissé entendre qu'elle n'aime pas que Marie soit si souvent absente. Et si son contrat n'était pas renouvelé ?

- Que peuvent faire Dwayne et Marie pour améliorer leur situation ?
- Qui est de leur côté et peut les aider ?
- Avez-vous déjà entendu parler de syndicats ? Qui peut expliquer ce qu'ils font ?

EXPLICATION :

OBTENIR UN MEILLEUR TRAVAIL, un salaire plus élevé, davantage de sécurité d'emploi : Dwayne et Marie ne peuvent pas y parvenir seuls. Les syndicats sont là pour défendre collectivement, c'est-à-dire en tant que groupe, les droits des travailleurs. Pour défendre les intérêts des employés à l'encontre des employeurs et des actionnaires, ces derniers cherchant avant tout à faire des profits.
Les syndicats négocient collectivement avec les employeurs et le gouvernement afin de répartir les richesses de manière équitable. En l'absence de syndicats, en Belgique en 1938, le droit aux vacances ne s'appliquait pas à tous les salariés. Sans syndicats, nous aurions toujours le travail des enfants, de mauvaises conditions de travail et pas de salaire minimum. Il n'y aurait personne pour faire respecter les accords conclus ou les avantages concédés.

DE NOMBREUX PAYS N'ONT PAS D'HISTOIRE SYNDICALE FORTE. Dans de nombreux endroits, une répression est exercée contre les travailleurs qui cherchent à se regrouper et s'organiser. En Corée du Sud, par exemple, des syndicalistes ont été arrêtés illégalement, des syndicats ont été dissous et des mesures ont été prises pour rendre les grèves plus difficiles. Au Cambodge aussi, le droit de s'organiser en syndicats a été restreint récemment (2016). Il devient de plus en plus difficile d'y organiser une grève légale et de manifester collectivement son insatisfaction.

Le droit de s'organiser figure noir sur blanc dans les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Cependant, plusieurs pays ne prennent pas le droit de grève au sérieux et **NE LE RESPECTENT PAS**.

L'OIT (ou ILO: International Labour Organisation en anglais) est une organisation spécialisée des Nations Unies. L'OIT surveille les lois internationales du travail, qui protègent les travailleurs. Dans le cadre de leur mission, les membres de l'OIT déclarent qu'ils s'engagent à promouvoir l'égalité sociale, les droits de l'homme et les droits du travail internationalement reconnus. C'est la raison pour laquelle l'OIT a vu le jour : garantir la justice sociale, parce qu'elle est essentielle pour une paix durable et universelle.

SOURCES

*Calcul des chiffres : Secrétariat LBC-NVK Louvain

http://brussel.famifed.be/nl/bedragen/algemene/toeslagen

OXFAM
Solidarité

ÉTUDE DE CAS 2 :

APPLE NE PAIE PAS D'IMPÔTS ÉQUITABLES

IRLANDE : en 2016 la Commission européenne a infligé une amende de 13 milliards d'euros à Apple pour évasion fiscale. La société américaine Apple avait mis en place toutes sortes d'arrangements subtils en Irlande pour éviter de payer des impôts sur ses bénéfices réalisés en dehors des États-Unis.

JUSQU'EN 2014, APPLE a exploité une faille dans les lois fiscales américaines et irlandaises. Les autorités fiscales irlandaises ont concédé à l'entreprise un accord sur mesure, grâce auquel cette dernière n'a eu à payer que très peu d'impôts. Tous les bénéfices réalisés en dehors des États-Unis ont été canalisés vers deux filiales irlandaises considérées comme «apatrides sur le plan fiscal».

Dans l'une de ces deux filiales se trouvait une grande partie des bénéfices mondiaux d'Apple : 252 milliards de dollars. Sur une somme aussi colossale, une réduction d'impôts d'à peine 1% représente une économie de 2 milliards d'euros. En évitant le taux d'imposition américain (35%) et en payant des impôts à l'Irlande à un taux proche de zéro, nous pouvons donc imaginer l'ampleur des économies réalisées par Apple...

LES ARRANGEMENTS FISCAUX D'APPLE ont été attaqués publiquement. Sur ce, Apple a demandé à ses comptables de réfléchir à un nouveau déménagement et à d'autres arrangements fiscaux. Résultat : Apple a simplement ouvert un siège administratif à Jersey, une petite île appartenant à la Couronne britannique, mais qui ne fait pas partie de l'Union européenne ni du Royaume-Uni. Jersey n'est donc pas soumise aux règles fiscales européennes ou britanniques.

C'EST AINSI QU'APPLE A TROUVÉ UN NOUVEL ENDROIT OÙ ELLE NE DOIT PRESQUE PAS PAYER D'IMPÔTS.

ET EN BELGIQUE ?

CONNAISSEZ-VOUS LA PLUS GRANDE BRASSERIE DU MONDE ? C'est AB InBev. Son siège social est situé à Louvain. Tout a commencé à la brasserie Den Hoorn, en **1366** (!), avec la fameuse bière Stella Artois. La marque Stella Artois est aujourd'hui détenue par AB InBev, une grande multinationale née en **2004** de la fusion de deux grandes brasseries : la belge Interbrew et la brésilienne Anheuser-Busch. Aujourd'hui, AB InBev réalise des milliards de profits chaque année et représente 1/3 du marché mondial des boissons. Tout le monde connaît au moins une marque d'AB InBev : Budweiser, Corona, Leffe, Jupiler...

Les familles les plus riches de Belgique (les Spoelberch, les Van Damme et les Mévius) sont les plus grands actionnaires belges d'AB InBev. Mais les actionnaires qui détiennent la majorité des actions (et qui ont donc également une grande influence sur la politique de l'entreprise) sont brésiliens.
AB InBev est un acteur majeur de l'économie belge. Le gouvernement belge accorde à l'entreprise un avantage fiscal très intéressant. Le taux d'imposition officiel est de **34%**, mais AB InBev n'aurait payé qu'un petit impôt de **1%** sur un bénéfice de **1.93 MILLIARD D'EUROS**.

- **Toutes les entreprises sont-elles égales devant la loi ? Les accords fiscaux spéciaux sont-ils un bon moyen d'attirer et de retenir les grandes multinationales ?**
- **On entend souvent dire que le gouvernement n'a plus d'argent pour des secteurs comme la santé, l'éducation, la mobilité, etc. Que peut faire l'État pour dégager tout de même un budget pour ces secteurs ?**

EXPLICATION :

LES POLITICIENS DES PETITS PAYS comme la Belgique accordent des allégements fiscaux et des accords d'exclusivité aux multinationales pour les attirer dans leur pays. Ces transactions discrètes sont de plus en plus souvent révélées au grand jour et font l'objet de nombreuses critiques.

Le commissaire européen chargé de la concurrence a lancé une enquête pour déterminer si les réductions d'impôts exclusives peuvent être considérées comme illégales. Conclusion : 50 entreprises doivent rembourser au total plus de 700 millions d'euros d'impôts à la Belgique.

Les grands pays, comme l'Allemagne et la France, se plaignent que les multinationales menacent de se délocaliser vers des pays où les impôts sont moins élevés, comme la Belgique, les Pays-Bas ou l'Irlande. Cela conduit à un nivellement par le bas, à la suite duquel les pays européens se retrouvent en concurrence les uns avec les autres.

Les citoyens et les organisations se posent de plus en plus de questions critiques à ce sujet : est-ce normal que les multinationales payent beaucoup moins d'impôts que les petites et moyennes entreprises, comme le petit boulanger du coin ou une petite start-up vendant de la bière locale ? C'est de la concurrence déloyale. Dans tous les pays, les citoyens et les entreprises doivent payer des impôts. L'argent des impôts est nécessaire pour financer les services publics tels que les routes, les écoles, les soins de santé, les indemnisations en cas de maladie ou les aides parentales.
Le gouvernement d'un pays décide qui doit payer des impôts, et de quel montant. Avec l'argent des contribuables, vous pouvez redistribuer la richesse d'un pays.

L'écart entre riches et pauvres est aujourd'hui plus grand que jamais, comme l'indique le dernier rapport d'Oxfam : «Partagez la richesse acvec celles et ceux qui la créent» (Récompensez le travail, pas la richesse) :

- Il n'y a jamais eu autant de milliardaires supplémentaires en un an. En moyenne, on a 1 milliardaire de plus tous les 2 jours (chiffres mars 2016 - mars 2017).
- Le monde s'est enrichi au cours de l'année écoulée (pas mal !), mais... 82% de cet accroissement de richesse bénéficient au 1% le plus riche de la population, tandis que la moitié la plus pauvre n'est pas devenue plus riche d'un iota.

SOURCES :

Rapport d'Oxfam "Partagez la richesse avec celles er ceux qui la créent" (23/01/2018):
https://www.oxfamsol.be/fr/partagez-la-richesse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent

APPLE

https://www.volkskrant.nl/economie/apple-ontdook-voor-tientallen-miljarden-aan-belasting-blijkt-uit-paradise-papers~a4533048/
https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2017/11/07/hoe-apple-een-fiscaal-achterpoortje-zocht-en-vond-op-jersey/
https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2017/12/20/de-nieuwe-belastingwet-in-amerika-in-vijf-vragen-en-antwoorden/

AB INBEV :

https://www.nytimes.com/2015/10/20/business/international/anheuser-busch-a-b-inbev-sabmiller.html
http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/10/26/jorge-paulo-lemann-l-ogre-bresilien_4796983_3234.html
http://www.ab-inbev.com/our-brands.html
https://www.rtbf.be/info/economie/detail_la-famille-de-spoelberch-a-la-tete-d-ab-inbev-citee-dans-les-panama-papers?id=9260355

OXFAM
Solidarité

ÉTUDE DE CAS 3 :

AU GHANA DES SERVICES DE SANTÉ DÉFAILLANTS COÛTENT LA VIE AUX PLUS PAUVRES

BABENA BAWA était agriculteur dans le district de Wa East au Ghana. En mai 2014, il est mort d'une morsure de serpent. Le centre de santé de la région où vivait Babena n'avait plus en stock l'antidote qui aurait pu lui sauver la vie.

Si les centres de santé du quartier où vivait Babena avaient eu l'antidote nécessaire, la morsure aurait facilement pu être soignée. Au lieu de cela, Babena a passé les dernières heures de sa vie dans une course contre la montre perdue d'avance, pour se rendre à l'hôpital régional situé à 120 km de là. La route menant à l'hôpital était en mauvais état et le trajet trop long. Babena est mort avant son arrivée à l'hôpital.

Babena Bawa vivait dans le district de Wa East. Cette région du nord-ouest du Ghana est isolée et sous-développée. On y trouve 7 centres de santé pour une population de 80 000 personnes. Il n'y a pas d'hôpitaux, pas de médecins qualifiés et seulement une infirmière pour 10 000 personnes.

L'histoire de Babena contraste fortement avec celle du candidat ghanéen à la présidentielle Nana Akufo-Addo. Lorsqu'il a eu des problèmes cardiaques en 2013, il a pu se rendre à Londres pour être soigné par un médecin spécialiste.
Les politiciens peuvent faire des choix différents. Ils peuvent donner à tous l'accès à des soins de santé.

En 2014, le gouvernement ghanéen a créé une sorte d'assurance maladie, le National Health Insurance Scheme (NHIS). Mais les plus pauvres et les plus vulnérables n'y avaient pas accès.

EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX, OXFAM A DEMANDÉ AU GOUVERNEMENT DE GÉNÉRALISER L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION. DEPUIS, DES PROGRÈS ONT ÉTÉ RÉALISÉS DANS CE DOMAINE : IL EXISTE À PRÉSENT DES SOINS DE SANTÉ ABORDABLES POUR LES GHANÉENS VULNÉRABLES ET VIVANT DANS LA PAUVRETÉ. MAIS IL RESTE ENCORE DES PROBLÈMES À RÉSOUDRE : LE SYSTÈME DOIT RESTER ABORDABLE ET TOUT LE MONDE DOIT POUVOIR EN BÉNÉFICIER DE MANIÈRE ÉQUITABLE.

ET EN BELGIQUE ?

ANNE A LA CINQUANTAINE. Elle est atteinte d'une maladie chronique, la maladie de Crohn. Anne a bien une assurance maladie, mais les factures de l'hôpital sont tout de même élevées. En raison de sa maladie, Anne se sent fatiguée et faible, et elle est incapable de travailler. Anne perçoit un revenu de remplacement (indemnité maladie), mais ce n'est pas suffisant pour couvrir tous les frais.

Au cours de la deuxième année d'incapacité de travail d'Anne, le montant de ses indemnités ne s'élève plus qu'à 40% de son ancien salaire brut. De plus, elle est maintenant officiellement «malade chronique» : le médecin du travail et le médecin de la caisse d'assurance maladie aimeraient la voir reprendre le travail par le biais d'un parcours de réintégration. Si Anne ne suit pas ce parcours, elle risque de perdre ses indemnités.

Alors qu'Anne était malade à la maison, c'est sa femme Sofie qui s'est occupée des enfants et du ménage. Mais sur la durée, il lui a été difficile de combiner cela avec son emploi à un poste élevé. Sofie n'a plus pu gérer cette pression, et elle est aujourd'hui à la maison avec un burn-out.

- **Qu'est-ce qui aurait pu sauver Babena Bawa (l'agriculteur du Ghana) ?**
- **Est-ce la responsabilité du gouvernement de soutenir les malades ?**
- **Comment le gouvernement peut-il faire cela ?**

EXPLICATION :

CELÀ A ÉTÉ PROUVÉ : lorsqu'un pays dispose de services publics qui fonctionnent bien, comme la santé et l'éducation, ces derniers sont les garants d'une plus grande égalité économique. Ils donnent la parole aux gens pour dénoncer les règles injustes qui maintiennent les inégalités économiques et améliorer leurs perspectives d'avenir.

Si toutes les filles étaient scolarisées, le nombre de mariages d'enfants et de mortalité infantile diminuerait de 1/6ème. Le nombre de femmes qui meurent en couches pourrait chuter de 2/3.

Les services publics vous donnent une sorte de «revenu virtuel» : vous ne recevez pas d'argent, mais vous n'avez pas besoin de dépenser d'argent supplémentaire pour l'éducation ou la santé, parce que le gouvernement a décidé que ces services seraient bon marché voire gratuits. Grâce à une éducation et à des soins de santé abordables, les inégalités ont diminué de 10 à 20 % dans 5 pays d'Amérique latine : en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Mexique et en Uruguay.

SOURCES :

https://www.oxfamblogs.org/westafrica/wp-content/uploads/2013/09/2012-2013-Oxfam-Final-Annual-Report-ghana.pdf

https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/27658/9781464811173.pdf

https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/health/national_health_insurance_scheme.php

http://www.moh.gov.gh/government-committed-to-resolving-nhis-challenges-president/

http://www.dewereldmorgen.be/artikel/2015/05/26/de-lijdensweg-van-een-chronisch-zieke

https://www.cm.be/diensten-en-voordelen/ziekte-en-behandeling/ziekte-en-invaliditeitsuitkering/index.jsp

http://www.standaard.be/cnt/dmf20171002_03108580

https://www.indexmundi.com/map/?v=2226&l=nl

https://www.domusmedica.be/documentatie/archief/nieuws/4605-er-is-geen-tekort-aan-huisartsen-in-vlaanderen-en-zij-zijn-niet-burnt-out.html

OXFAM
Solidariteit

ETUDE DE CAS 4 :

LE POUVOIR DES PENSIONS EN ZAMBIE

TIZIWENJI TEMBO A 75 ANS ET VIT À KATETE, un district de Zambie. Elle s'occupe de ses 4 petits-enfants. Jusqu'à récemment elle n'avait pas de revenus réguliers, et il arrivait souvent qu'ils n'aient pas grand-chose, voire rien à manger. Les enfants ne voulaient pas aller à l'école parce qu'ils n'avaient pas d'uniformes ni de livres, et que les autres enfants se moquaient d'eux à cause de cela.

La vie de Tiziwenji et des enfants a complètement changé récemment. En effet, Tiziwenji perçoit aujourd'hui une pension fixe de 12 dollars par mois. Grâce à cela, sa famille peut s'acheter régulièrement de la nourriture et des vêtements pour l'école, et réparer la maison dans laquelle ils vivent.

LE SYSTÈME DE PENSIONS A COMPLÈTEMENT CHANGÉ LA VIE DE TIZIWENJI, ET PEUT FAIRE DE MÊME POUR DES MILLIONS D'AUTRES PERSONNES ÂGÉES.

ET EN BELGIQUE ?

MARCEL A 75 ANS. Il a travaillé dur toute sa vie en tant que maçon, et il est maintenant à la retraite depuis plusieurs années. Mais Marcel vieillit et a besoin de soins. Sa pension est trop faible pour couvrir son loyer en maison de retraite et ses médicaments. Marcel n'a pas d'enfants qui puissent l'aider financièrement.

La sœur de Marcel, Paula, se trouve dans la même maison de retraite et a travaillé toute sa vie à la maison comme femme au foyer. Son mari travaillait, mais il est maintenant décédé. Suite à son décès, Paula ne pouvait plus rester seule à la maison. Elle perçoit depuis une «pension de survie», mais cette dernière lui permet tout juste de couvrir les coûts de la maison de retraite.

Les deux enfants de Paula seront obligés de contribuer financièrement pour qu'elle puisse vieillir dans un minimum de confort et de dignité. «Obligés» en effet parce qu'il existe une «obligation alimentaire» lors de l'admission en maison de retraite. Cela signifie que les membres de la famille peuvent être tenus par la loi de payer pour leurs parents si leur situation financière le leur permet. Le montant de ces contributions dépend de la capacité financière

- La pension est-elle un droit ?
- Le gouvernement doit-il financer les pensions ?
- Ou alors est-ce à vous de mettre suffisamment d'argent de côté pour votre retraite ?

EXPLICATION :

IMAGINEZ : vous tombez malade et vous ne pouvez pas couvrir vos frais médicaux. Vous perdez votre emploi (ou pour les agriculteurs vos récoltes) et vous vous retrouvez sans revenus. Ou encore vous travaillez toute votre vie, mais durant vos vieux jours vous ne perçevez pas de pension.
Malheureusement, pour les 3/4 de la population mondiale, ce n'est pas une fiction. Plus de 5 milliards (!) de personnes se retrouvent dans une situation très difficile suite à un coup dur dans la vie. Où que vous viviez, sans protection sociale la vie est une loterie. Celui qui a de la chance s'en sort ; celui qui n'en a pas perd tout.
L'existence d'une protection sociale est le signe qu'un gouvernement choisit d'investir de l'argent dans sa population. Il vous verse par exemple une pension, ou des indemnités lorsque vous êtes malade ou lorsque vous perdez votre emploi. Il paye des subventions pour que les soins de santé et l'éducation restent abordables.
Ces investissements fournissent un revenu aux personnes qui en ont le plus besoin. Ils réduisent les inégalités entre les grands et les petits revenus. La protection sociale est un moyen rapide et efficace d'éliminer les inégalités économiques et de créer une société où les soins et l'égalité sont importants.
Malheureusement, des chiffres récents montrent que plus de 70% de la population mondiale ne bénéficient pas d'une protection sociale suffisante.

En Belgique, la protection sociale couvre entre autres :

- Les soins médicaux,
- Les prestations d'incapacité de travail et d'invalidité
- L'emploi
- La vieillesse (pension de retraite)
- Le décès (p. ex. pension de survie pour veuf/veuve),
- La famille (p. ex. allocations familiales)
- L'intégration sociale
- L'aide sociale

SOURCES :

Z. Chande (2009) 'The Katete Social Pension', unpublished report prepared for HelpAge International, cited in S. Kidd (2009) 'Equal pensions, Equal rights: Achieving universal pension coverage for older women and men in developing countries', Gender & Development, 17:3, 377–88, http://dx.doi.org/10.1080/13552070903298337

https://sociaal.net/opinie/kinderen-laten-betalen-voor-het-woonzorgcentrum/

http://www.devoorzorg.be/antwerpen/voordelen-advies/dienstverlening/Advies-over-pensioen/info-wetgeving/Pages/Inkomensgarantie-voor-ouderen-IGO.aspx

https://www.seniorennet.be/redactie/artikel/142/wat-als-je-ouder-de-opname-in-een-zorginstelling-niet-zelf-kan-betalen

http://www.dewereldmorgen.be/artikel/2017/12/21/kim-de-witte-het-idee-dat-we-langer-moeten-werken-klopt-gewoon-niet

http://www.wallonie.be/fr/actualites/assurance-autonomie-solidarite-nouvelle-entre-tous-les-wallons

https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_l-assurance-autonomie-wallonne-c-est-pour-2019?id=9748575

OXFAM
Solidariteit

ETUDE DE CAS 5 :

LA GRÈCE, UN PAYS EUROPÉEN AUX SERVICES DE SANTÉ MÉDIOCRES

HELENA (24 ANS) ET PETROS (20 ANS) se sont rencontrés au cours de leurs études à l'Université d'Athènes, la capitale grecque. Helena est diplômée en journalisme, mais elle a du mal à trouver un travail en tant que journaliste. Elle travaille dans un supermarché depuis 2 ans et envoie des dizaines de lettres de candidature chaque mois.
Il y a trois mois, Helena est tombée enceinte. Ce n'était pas une bonne nouvelle parce que le couple n'a pas d'emploi bien rémunéré. Helena et Petros n'ont pas accès aux soins médicaux publics et ils n'ont pas assez d'argent pour se rendre régulièrement chez le médecin au cours de la grossesse. La crise financière de 2007 a amené le gouvernement grec à économiser sur les soins de santé, et depuis, certaines femmes enceintes (comme Helena) n'ont plus droit à l'assistance médicale.

HELENA ET PETROS ne peuvent pas compter sur le soutien financier de leurs parents, car les coupes budgétaires ont réduit leur pension de moitié. Helena prend donc de grands risques pour sa santé et pour celle de son bébé : comme beaucoup d'autres femmes enceintes en Grèce, elle ne va pas chez le gynécologue et ne fait pas d'échographie pour voir si tout est en ordre. Pour accoucher, elle prévoit de se rendre au service des urgences de l'hôpital public. Mais même pour ça, elle doit mettre 600 euros de côté. Un montant équivalent à son salaire mensuel !

L'UNION EUROPÉENNE ET LES BANQUES ONT IMPOSÉ À LA GRÈCE DE FAIRE DES ÉCONOMIES PARTICULIÈREMENT DRASTIQUES. UNE GRANDE PARTIE DES GRECS ÉTAIENT, ET SONT TOUJOURS, DANS UNE SITUATION DIFFICILE. DES ÉCONOMIES ONT ÉTÉ RÉALISÉES DANS LE DOMAINE DES SERVICES SOCIAUX ET LA CRISE A ENGENDRÉ UN TAUX DE CHÔMAGE ÉLEVÉ. 1/3 DES GRECS ÉTAIENT AU BORD DE LA PAUVRETÉ. 17,5% DES FOYERS GRECS ÉTAIENT SANS REVENUS ET DÉPENDAIENT TOTALEMENT DE LEUR FAMILLE OU D'AUTRES PERSONNES DE LEUR RÉSEAU.

ET EN BELGIQUE ?

En Belgique, environ 15,9% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce n'est pas moins de 1 Belge sur 7 !

Pourtant, la Belgique ne figure pas parmi les pires élèves en Europe : la moyenne européenne des personnes vivant dans la pauvreté était de 17,3% en 2016.

Cependant, au cours des dernières années, la Belgique est de plus en plus descendue dans les statistiques et n'a pas réussi à réduire la pauvreté.

58 % des personnes sans emploi (p. ex. les personnes qui touchent une pension, les personnes malades ou à la recherche d'un emploi) sont exposées au risque de pauvreté.

L'écart entre ceux qui perçoivent un salaire et ceux qui perçoivent un revenu de remplacement se creuse.

- **Savez-vous ce qu'est une politique d'austérité ?**
- **Pensez-vous qu'il est nécessaire de réduire le budget alloué aux services sociaux pour améliorer le fonctionnement de l'économie d'un pays ?**

EXPLICATION :

AVEC LA CRISE FINANCIÈRE et économique de 2007, ça a été le début d'années de restriction de la part du gouvernement en Grèce. En conséquence, les inégalités se sont accrues au sein de la société grecque :

- 6 ans après la crise, on estime que le nombre de sans-abri a augmenté de 25% par rapport à 2009 ;
- de moins en moins de personnes ont pu accéder aux soins de santé publique, en particulier les personnes pauvres et marginalisées ; près d'un Grec sur trois n'avait pas accès aux soins de santé publique en 2013.

La pauvreté et le chômage augmentant et l'accès aux services sociaux diminuant, la criminalité a également augmenté.

La politique d'austérité menée en Grèce a de graves conséquences : le système de protection sociale et de soins de santé a été complètement démantelé. Les effets se font clairement sentir sur les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes. 60% des femmes sont des chômeuses de longue durée, ce qui influence leur accès aux soins de santé.
Les familles les plus pauvres ont presque tout perdu à cause de la crise et de la politique d'austérité.

SOURCES :
https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/cs-true-cost-austerity-inequality-greece-120913-en.pdf
https://www.hln.be/nieuws/binnenland/15-procent-van-de-belgen-leeft-onder-armoedegrens-acd3cabb/

OXFAM
Solidariteit

ETUDE DE CAS 6 :

DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ABORDABLES AU CANADA (QUÉBEC)

LA PROVINCE CANADIENNE DU QUÉBEC A DÉCIDÉ EN 1997 que le prix maximum des services de garde d'enfants devait être réduit à 7 dollars canadiens par enfant et par jour.
Cette nouvelle mesure permet aux femmes et aux familles pauvres de faire garder leurs enfants plus facilement, et donc de travailler.

Dans les années qui ont suivi l'introduction de la mesure, le nombre d'enfants de moins de 4 ans fréquentant une garderie a fortement augmenté : de 18 % en 1998 à 53 % en 2011.
Dans les autres provinces canadiennes, les prix des services de garde d'enfants n'ont pas changé. Seulement 20 % environ des enfants de moins de 5 ans y fréquentent les garderies.

L'instauration de ce prix maximum pour les services de garde d'enfants au Québec a eu un impact significatif sur l'emploi des femmes. Il est devenu plus facile pour les femmes de gagner un bon revenu.

Entre 1996 et 2011, le taux d'emploi des femmes a augmenté beaucoup plus rapidement au Québec que dans le reste du Canada. Au Québec également, le nombre de mères qui travaillent a augmenté plus rapidement que le nombre de femmes sans enfants qui travaillent. Qui plus est, la pauvreté relative* des ménages monoparentaux est passée de 36 % à 22 %.

Selon une étude, en 2008 au Québec près de 70.000 mères supplémentaires ont eu un emploi qu'elles n'auraient pas eu sans la mise en place du prix maximum de garde. Cela représente une augmentation de 3,8 % du nombre de femmes ayant un emploi.

CETTE RÉFORME A ÉTÉ POSITIVE POUR LES FEMMES CONCERNÉES, AINSI QUE POUR L'ÉCONOMIE. EN EFFET, LES FEMMES QUI TRAVAILLENT DOIVENT AUSSI PAYER DES IMPÔTS. GRÂCE À CES IMPÔTS, LE GOUVERNEMENT PEUT FINANCER DE NOUVELLES MESURES. CETTE MESURE A DONC STIMULÉ L'ÉCONOMIE ET A CONTRIBUÉ À UNE PLUS GRANDE ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES.

ET EN BELGIQUE ?

FRANCISCA EST MÈRE DE 3 ENFANTS ET VIT À ANVERS. Son mari travaille en tant qu'ouvrier, et il a des horaires de travail irréguliers. Francisca ne trouve pas de garderie abordable dans sa ville pour son bébé de 4 mois et son garçon de 2 ans. Il reste encore quelques places dans une garderie privée, mais cela coûte 32,50 euros par jour. Avec leurs faibles revenus, Francisca et son mari ne peuvent pas se le permettre.

C'est pour ça que Francisca reste à la maison pour s'occuper de ses plus jeunes enfants. Elle perçoit des allocations de chômage (limitées). Francisca aimerait cependant travailler. Ses collègues lui manquent, et elle aimerait avoir des adultes à qui parler. Elle se sent inutile.

- Pensez-vous que les services de garde d'enfants sont importants ?
- Les parents doivent-ils élever eux-mêmes leurs enfants à plein temps ?

EXPLICATION :

LES SERVICES DE GARDE ABORDABLES comportent de nombreux avantages pour les femmes et pour le gouvernement, comme en témoigne l'exemple du Québec. Lorsque davantage de femmes travaillent, elles sont plus indépendantes économiquement vis-à-vis des hommes, et davantage d'argent entre dans les caisses de l'État.

De plus, il est aujourd'hui quasiment impossible pour une famille de joindre les deux bouts avec un seul salaire moyen. Dans certaines villes belges (comme Anvers), il y a une grande pénurie de services de garde d'enfants à des prix abordables établis en fonction du taux de revenus – c'est-à dire qui prennent en compte le montant de vos revenus.

Au Danemark, le gouvernement s'est pleinement engagé à proposer des services de garde à un prix abordable pour les enfants âgés de 1 an et plus. Il y a une place garantie pour chaque enfant. Lorsque vous devenez parent, vous avez droit à un congé payé pour rester avec votre bébé pendant la première année qui suit la naissance. Après 1 an, les enfants sont autorisés à aller à la garderie. Y sont présents des éducateurs bien formés et bien payés, qui suivent les enfants en petits groupes. Dans les crèches danoises, un physiothérapeute, un orthophoniste et un cuisinier complètent également l'équipe.

SOURCES :

Dossier « Even It Up » d'Oxfam International (2014) :
https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-en.pdf
http://www.bruzz.be/nl/nieuws/brusselse-delegatie-verkent-kinderopvang-kopenhagen-paradijselijk-maar-niet-perfect
http://landelijkekinderopvang.blogspot.be/2011/02/gluren-bij-de-buren-kinderopvang-in.html

OXFAM
Solidariteit

LEXIQUE

ETUDE DE CAS 2 :

Qu'est-ce que…

… L'ÉVASION FISCALE ? C'est le terme utilisé pour désigner les réductions d'impôts légalement autorisées. Elle n'est donc pas illégale, mais elle est souvent considérée comme moralement incorrecte.

… LE PROFIT ? La différence positive entre les recettes et les dépenses d'une entreprise. Naturellement toute entreprise cherche à faire des profits.

… UN TAUX D'IMPOSITION ? Le pourcentage d'impôt qu'une entreprise doit payer sur les bénéfices qu'elle réalise. Si votre entreprise réalise un bénéfice de 100 euros et que le taux d'imposition est de 32%, vous payerez 32 euros d'impôts.

… UN ACTIONNAIRE ? Un copropriétaire d'une société. En tant qu'actionnaire, vous possédez 1 ou plusieurs actions de la société. Lorsque la société réalise des bénéfices, les actionnaires perçoivent une part des bénéfices de la société (versée sous forme de dividendes).

ETUDE DE CAS 6 :

Pauvreté absolue ou relative ?

LA PAUVRETÉ ABSOLUE signifie que vous vivez à la limite du seuil de subsistance. Vous n'avez pas un accès suffisant à la nourriture, à l'eau potable, aux structures sanitaires, à la santé, à l'éducation, au logement et à l'information. La pauvreté absolue concerne principalement les pays en développement.

Dans le cas de la **PAUVRETÉ RELATIVE**, les conditions de vie d'un groupe ou d'une personne sont évaluées en fonction de son environnement. C'est donc un indice d'inégalité des revenus. La pauvreté relative est présente partout.komt overal voor.

À ÉGALITÉ

Outil d'animation sur l'importance de mettre fin aux inégalités extrêmes dans le monde

OXFAM
Solidarité

INTRODUCTION

Les inégalités sont plus que jamais hors de contrôle : quelques milliardaires détiennent toutes les richesses, et les plus pauvres en paient le prix. **De toutes les richesses créées l'année passée, 82% sont allées aux 1% les plus riches de la population mondiale. Quant aux 50% les plus pauvres ? Ils n'ont rien perçu du tout.**

Ces inégalités économiques extrêmes nuisent à la lutte contre la pauvreté dans le monde. Et c'est injuste ! Les inégalités extrêmes découlent de choix politiques. Les lois et les règlements sont faits sur mesure pour les riches, aux dépens du reste de la population.

Cet outil «À égalité !» amène les participants à réfléchir aux différentes formes d'inégalités. Par l'intermédiaire d'histoires concrètes et de questions tangibles, ils apprennent que les inégalités ne sont pas inévitables, et qu'il est possible d'y remédier en modifiant les lois et les règlements.

Oxfam-Solidarité a développé cet outil dans le cadre de la campagne internationale d'Oxfam À égalité/ Even It Up, se basant sur de nombreux rapports de recherche internationaux d'Oxfam. Les études de cas belges sont fictives, mais elles sont néanmoins réalistes et basées sur des histoires vraies.

Nous souhaitons toutefois attirer votre attention sur le fait que les lois et les mesures (p. ex. les mesures en matière de sécurité sociale auxquelles il est fait référence) peuvent avoir changé depuis la mise en place de cet outil.

Nous espérons que vous prendrez plaisir à l'utiliser !

PUBLIC : À PARTIR DE 16 ANS

DURÉE : 2 X 50'
(= 2H DE COURS)

NOMBRE DE PARTICIPANTS : DE 15 À 30

OBJECTIFS :

- Faire le constat qu'il existe des inégalités extrêmes dans le monde et montrer qu'elles ne sont pas inévitables, qu'il est possible de changer les règles
- Illustrer les inégalités extrêmes à l'aide d'études de cas
- Susciter des émotions et lancer un débat
- Identifier les préjugés et les réfuter
- Faire réfléchir les élèves sur des leviers comme la protection sociale et la justice fiscale pour combattre les inégalités

COMPÉTENCES :

- Analyse des chiffres et du texte tirés des études de cas
- Construire un argumentaire
- Se faire sa propre opinion

THÈMES :

- Les inégalités
- La protection sociale
- Fiscalité et redistribution
- Les services publics (santé, éducation)
- Les syndicats

DÉROULEMENT DE LA SÉANCE

BUT DE L'ACTIVITÉ

- Permettre de visualiser la répartition inégale des richesses dans le monde
- Provoquer l'indignation des participants
- Introduire aux étapes suivantes

MATÉRIEL NÉCESSAIRE :

- Un nombre pair de bonbons (p.ex. 20)

ETAPE 1 : Demandez à 10 personnes de se porter volontaires. Expliquez que ces 10 personnes représentent chacune 10% de la population mondiale totale. Demandez ensuite à ce que la richesse mondiale totale (tous les bonbons) soit répartie de manière réaliste parmi cette population mondiale.

CONSEIL : Vos participants chercheront probablement d'abord à donner un bonbon à chacun des 10 représentants. Vous pouvez leur assurer que ce n'est pas réaliste.

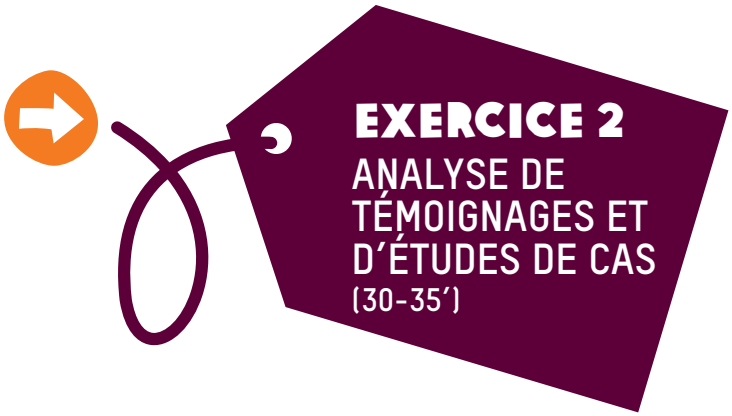
ETAPE 2 : Les participants se tromperont probablement. Peut-être marqueront-ils une différence entre l'Afrique et l'Europe, ou entre les pays pauvres et les pays riches. Mais la répartition exacte est un défi plus difficile à relever.

ETAPE 3 : Expliquez-leur que les 10% les plus riches de la population mondiale (donc, un élève sur les 10) détiennent 89% de la richesse mondiale (donc, environ 18 bonbons sur les 20). Et plus extrême encore, que les 1% les plus riches possèdent 50% de la richesse mondiale.

ETAPE 4 : Demandez aux participants comment ils se sentent au vu de ce résultat. Comment se sent la personne qui possède la plus grosse part ? Et les 9 autres, sont-elles satisfaites de leur part ? Heureusement, il ne s'agit ici que de bonbons, bien que ce ne soit pas amusant non plus. Mais si au lieu de bonbons il s'agissait d'eau potable, d'une maison décente, de bons médecins ou de nourriture ? Comment se sentiraient-elles alors ? Le plus riche partagerait-il, ou bien les autres devraient-ils se résoudre à cette situation ?

QUELQUES ÉCLAIRCISSEMENTS :

- Produit intérieur brut : Il s'agit de la valeur de tous les biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée.
- La richesse mondiale : Toute la richesse du monde, et par richesse nous entendons les revenus et tout ce qu'un être humain peut posséder (p. ex. du capital, des actions, une maison, un terrain, mais aussi des bijoux, de l'or, etc).



MATÉRIEL NÉCESSAIRE : LES 6 ÉTUDES DE CAS

- **SALAIRES DE MISÈRE DANS LE PAYS LE PLUS RICHE DU MONDE** -> accent sur la notion de travail décent et sur le rôle du syndicat.
- **APPLE NE PAIE PAS D'IMPÔTS ÉQUITABLES** -> accent sur une fiscalité équitable
- **AU GHANA DES SERVICES DE SANTÉ DÉFAILLANTS COÛTENT LA VIE AUX PLUS PAUVRES** -> accent sur les services publics et plus particulièrement sur les soins de santé.
- **LE POUVOIR DES PENSIONS EN ZAMBIE** -> accent sur la sécurité sociale
- **LA GRÈCE, UN PAYS EUROPÉEN AUX SERVICES DE SANTÉ MÉDIOCRES**-> accent sur l'impact d'une politique d'austérité
- **DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ABORDABLES AU CANADA** -> accent sur les droits des femmes

Sur chaque fiche figure une étude de cas qui clarifie le thème et l'illustre à l'aide d'une histoire et d'une situation analogue en Belgique. À l'aide des questions correspondantes, vous encouragez vos participants à réfléchir par eux-mêmes et à débattre entre eux. Vous décidez quelle fiche est plus appropriée à votre groupe et quelle fiche l'est moins.

MÉTHODOLOGIE :
Divisez votre classe en 6 petits groupes et distribuez à chaque groupe une fiche avec une étude de cas. Demandez à vos participants de lire attentivement le recto de la carte et de chercher des réponses aux questions correspondantes. Ils n'ont pas encore le droit de lire le verso.

Après cette phase de lecture et de réflexion, un représentant du groupe présentera la situation au reste de la classe. Il peut le faire de manière créative : à l'aide de dessins, d'une petite pièce de théâtre, ... Toute la classe entame ensuite la discussion. Vous pouvez éventuellement vous servir des questions correspondantes pour orienter le débat. En tant que modérateur, vous recentrez le débat sur les points essentiels. C'est vous qui choisissez à quel moment du débat partager les informations figurant au dos de la fiche : ces informations complémentaires vous aideront à clarifier certains éléments ou à conclure le débat.

EXERCICE 3
DÉBAT DE L'AQUARIUM
(40-45')

BUT DE L'ACTIVITÉ

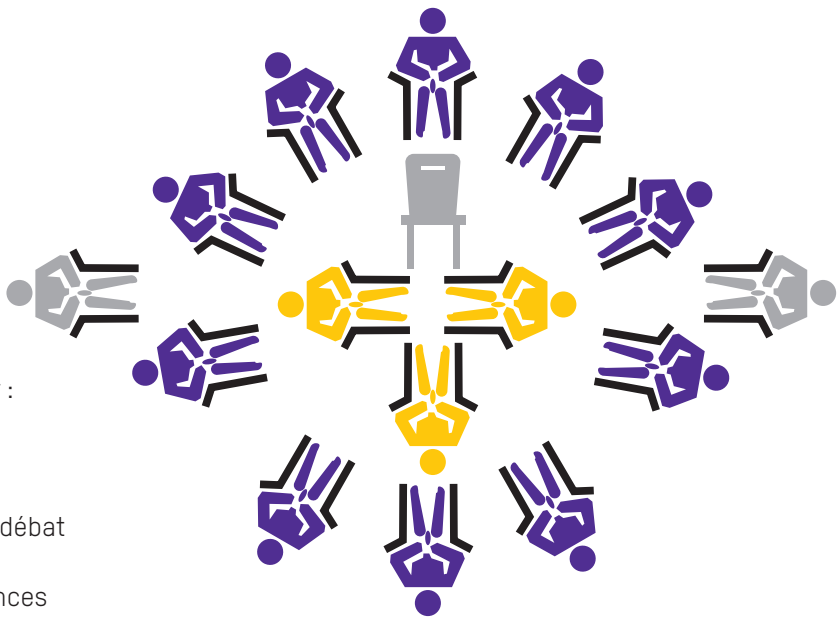
- Débattre autour de quelques affirmations
- Donner aux participants l'occasion d'exprimer librement leur opinion.
- Amener les participants à réfléchir sur le thème des impôts, des services publics, etc.
- Réfléchir à des solutions et à des engagements possibles pour le groupe

MATÉRIEL NÉCESSAIRE :

- Autant de chaises que de participants + une chaise vide supplémentaire.
- Matériel d'écriture ou de dessin pour la restitution.

PRÉPARATION ET RÈGLES DU DÉBAT

Le débat de l'aquarium est une technique qui permet aux participants d'un grand groupe d'endosser librement le rôle d'«observateur» ou de «participant actif».



Le groupe se divise en 2 cercles :

1. un groupe plus petit avec 4 chaises au milieu : «l'aquarium».
2. un groupe plus large autour du premier : «les observateurs» (Voir dessin).

Répartition des rôles :

- 3 participants qui souhaitent lancer le débat (chaises jaunes)
- 1 rapporteur avec de bonnes compétences rédactionnelles et orales
- 1 modérateur
- Les observateurs (c'est-à-dire le reste du groupe)

LES RÈGLES DU JEU :

1. METTEZ LES CHAISES DANS LA BONNE POSITION ET EXPLIQUEZ LES RÈGLES DU DÉBAT : Au milieu se trouvent 4 chaises. C'est l'aquarium. 3 volontaires qui s'intéressent au débat, s'assoient sur une chaise dans l'aquarium. La quatrième chaise reste vide pour le moment.
Le cercle extérieur est constitué du restant du groupe : les observateurs. Ils restent silencieux et écoutent attentivement la conversation qui a lieu dans l'aquarium. Si l'un des observateurs veut entrer dans le débat, il se rend dans l'aquarium et s'assied. Lorsque cela se produit, quelqu'un d'autre quitte l'aquarium, de sorte qu'il y ait toujours 1 chaise vide.

En tant que modérateur, vous pouvez demander aux observateurs d'aller s'asseoir à tour de rôle dans l'aquarium si la séance n'est pas assez dynamique. Il est essentiel de maintenir un certain rythme dans l'alternance entre les observateurs et les participants au débat, faute de quoi la séance sera ennuyeuse et fastidieuse. Le débat commence par l'annonce du sujet et se termine au bout de 15 minutes.

Un participant joue le rôle de rapporteur : il écoute avec une attention particulière et note les arguments qui sont avancés au cours du débat. A la fin, il résume brièvement le propos.

2. PRÉSENTEZ LE SUJET DU DÉBAT (LES INFORMATIONS EN ITALIQUE CI-DESSOUS SONT EN SUS POUR LE MODÉRATEUR).
Présentez le sujet. Rappelez aux participants qu'ils ont 15 minutes pour en discuter. Invitez-les à participer activement à l'exercice. En tant que modérateur, vous laissez les participants débattre : vous n'exprimez aucune réserve et ne faites aucun commentaire sur les déclarations émises par les participants. Vous pouvez les laisser réagir eux-mêmes sur le coup, et revenir sur certains sujets controversés lors du debriefing. Vous pouvez toujours poser des questions supplémentaires pour stimuler le débat.

1ÈRE AFFIRMATION : LES INÉGALITÉS EXTRÊMES ONT TOUJOURS EXISTÉ ET EXISTERONT TOUJOURS.
L'évolution des inégalités au cours des dernières décennies et les grandes différences entre les pays montrent que les inégalités sont davantage liées à un certain nombre de facteurs externes tels que la politique gouvernementale qu'à un état naturel des choses. Nous avons trouvé un certain nombre de bons exemples dans le siècle dernier qui le démontrent. En 1925, les inégalités de revenus en Suède étaient comparables à celles de la Turquie d'aujourd'hui. Mais grâce au développement de l'État-providence suédois, les Suédois bénéficient d'un accès gratuit aux services de santé et à une pension. Les inégalités dans le pays ont diminué de moitié en 1958 et ont continué à diminuer au cours des 20 années suivantes. En Russie, la situation inverse s'est produite. À la fin des années 80, le niveau des inégalités en Russie était comparable à celui de ses voisins scandinaves. Cependant, depuis le début de la transition vers une économie de marché en 1991, les inégalités ont presque doublé. En Amérique latine, nous assistons à une réduction marquée des inégalités. Entre 2002 et 2011, les inégalités de revenus ont diminué dans 14 pays de la région. Au cours de cette période, environ 50 millions de personnes ont rejoint la classe moyenne émergente, ce qui signifie que, pour la première fois, il y avait davantage de personnes qui appartenaient à la classe moyenne que de personnes vivant dans la pauvreté. C'est le résultat d'années de pressions exercées par des initiatives citoyennes en faveur d'une politique sociale et économique plus progressiste. Les gouvernements démocratiquement élus ont choisi une politique plus progressiste, avec un budget plus important pour les secteurs de la santé publique et de l'éducation, davantage de droits à une pension, une protection sociale, des impôts progressifs, des possibilités d'emploi accrues et un salaire minimum. L'exemple latino-américain prouve que les interventions politiques peuvent avoir un impact majeur sur les inégalités de revenus.

2ÈME AFFIRMATION : LES GENS RICHES SONT RICHES PARCE QU'ILS ONT TRAVAILLÉ DUR POUR Y PARVENIR.
Ce mythe présuppose que nous naissons tous égaux et que tout le monde peut devenir riche s'il travaille assez dur. Mais en réalité, dans de nombreux pays, la richesse et les revenus d'une personne sont largement déterminés par les revenus de ses parents. Un tiers des personnes les plus riches du monde ont acquis leur richesse non pas grâce à un travail acharné mais par héritage. Des facteurs tels que la classe sociale et le sexe influent également sur le niveau des revenus.
Ce mythe est également basé sur l'hypothèse erronée que les personnes qui travaillent le plus dur sont aussi celles qui gagnent le plus. Cela ne tient pas la route lorsqu'on considère à quel point certains emplois à bas salaires demandent d'efforts et de travail, alors

que de nombreux hommes riches réalisent, sans trop d'efforts, de gros profits grâce aux actions, à l'immobilier et à d'autres biens. De plus, il est peu probable qu'un dirigeant d'entreprise qui gagne 200 fois plus qu'un employé moyen de cette même entreprise, travaille 200 fois plus que ce dernier.

3ÈME AFFIRMATION : LES MESURES VISANT À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRAVENT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Dans le milieu de l'économie, certains croient depuis longtemps que les mesures qui visent à réduire les inégalités, comme l'imposition équitable et la redistribution de la richesse des riches vers les pauvres, ralentissent la croissance d'une économie. Mais de plus en plus d'études prouvent le contraire. En fait, des inégalités importantes et croissantes sont tout aussi néfastes pour la croissance d'une économie et conduisent à une croissance plus faible et moins durable. Une analyse importante récente, réalisée par des économistes du Fonds Monétaire International (FMI) a montré que moins d'inégalités vont de pair avec une croissance plus rapide et plus durable, et que la redistribution n'a pas d'impact négatif sur la croissance, sauf dans les cas extrêmes. En réduisant les inégalités, la redistribution est en fin de compte bonne pour la croissance.

3. DONNEZ LA PAROLE AU RAPPORTEUR

Après 15 minutes, le débat prend fin et le rapporteur a la parole. Si nécessaire, laissez-lui quelques minutes pour organiser ses notes et ses idées. Le résumé sert à clore le débat de manière équilibrée ; il n'est certainement pas destiné à le raviver.

Remarque : instructions pour le modérateur

- Éviter de prendre le rôle d'un participant ou du rapporteur.
- N'intervenez pas dans le débat, sauf pour le raviver lorsqu'il s'essouffle.
- Ne prenez la parole que pour expliquer, clarifier ou souligner quelque chose.
- Ne donnez pas votre propre opinion ou ne jugez pas le point de vue des autres.
- Encouragez les participants à prendre place dans l'aquarium.
- Surveillez l'heure (15 min par affirmation).

La conclusion de ces exercices « À égalité » est qu'il est important de trouver des solutions et de savoir que nous ne sommes pas obligés d'accepter les inégalités. Nous pouvons trouver des solutions et réduire les inégalités extrêmes. Les politiciens peuvent faire des choix pour les réduire.
Quatre domaines clés/leviers dans ou à l'aide desquels une action politique forte peut contribuer à combattre les inégalités sont étudiés dans le rapport d'Oxfam et abordés dans les études de cas:

- Salaire et travail
- Les impôts
- Les services publics
- Les politiques économiques portant sur les inégalités homme-femme

POUR EN SAVOIR PLUS :

https://www.oxfamsol.be/fr/aegalite
(incluant des vidéos et des histoires du Vietnam)
https://www.oxfamsol.be/fr/themas/inegalites

Article à lire sur les inégalités extrêmes :
https://www.oxfamsol.be/fr/les-inegalites-continuent-de-saggraver-et-voila-pourquoi

Le dossier complet (en anglais) :
https://www.oxfamsol.be/nl/beloon-werk-niet-rijkdom

Informations complémentaires :
Les rapports Oxfam sur les inégalités extrêmes
https://www.oxfamsol.be/fr/une-economie-au-service-des-99
https://www.oxfamsol.be/fr/une-economie-au-service-des-1

DES QUESTIONS, RÉACTIONS ET/OU SUGGESTIONS ?

Nous serons heureux de les entendre !

Équipe éducation

edu@oxfamsol.be

02/501.67.12

Curieux de savoir ce qu'Oxfam peut encore offrir à votre école ?

https://www.oxfamsol.be/fr/vous-dagir/oxfam-lecole

OXFAM
Solidarité